

Rwanda : la programmation d'un génocide

Les événements qui déchirent le Rwanda depuis le mois d'avril dernier, avec ses images de charniers, rappellent tristement au monde occidental les souvenirs des camps de concentration. Horreur d'autant plus insoutenable que les organisateurs de ce que l'on doit appeler désormais un génocide avaient tout prévu. Analyse de Jean-Michel Yung, sociologue au CIRAD (Montpellier) et excellent connaisseur du Rwanda.

Le génocide et la liquidation des démocrates, programmés de longue date par les dirigeants les plus extrémistes de l'ancien parti unique le MRND, ont réussi.

Rares sont les Tutsi survivants. Peu nombreux sont les démocrates, leaders, militants, sympathisants, qui ont échappé à la campagne d'élimination systématique commencée le jour même de la mort du président. Cette double opération, de génocide et de massacre, a été réalisée par la Garde présidentielle, les milices armées de l'ancien parti unique et les forces armées rwandaises — les FAR — avec l'appui dans beaucoup de régions de l'appareil administratif départemental et local.

Certes les forces armées rwandaises ont essuyé de sérieux revers. Ses troupes ainsi que les milices tout en continuant les massacres se replient, voire s'enfuient.

Mais il faut bien reconnaître que quel que soit les résultats des combats en cours, ce coup totalitaire constitue un sinistre succès des nazis rwandais.

Les raisons de cette victoire sont de plusieurs ordres :

- La construction patiente d'une idéologie raciste fondée sur la pureté de la race hutu (cf. les dix commandements du Hutu), la diabolisation des Tutsi, et des démocrates hutu considérés dès lors comme collaborateurs des Tutsi et traîtres à la cause hutu.

- La diffusion durant plus de quatre ans par des moyens de propagande de masse — permettant de réaliser un véritable viol des foules — de cette idéologie raciste.

Ce rôle de diffusion a été assuré, notamment par le journal "officieux" *Kangura* dépendant du noyau le plus dur du clan du président au pouvoir — l'Akazu — et par la radio *Mille colines* dont les appels au meurtre ont joué un rôle décisif dans l'entreprise de massacres de masse réalisée.

- La réalisation d'un quadrillage politico-administratif très serré permettant d'une part de ficher et localiser tous les Tutsi et les membres des partis démocratiques, de l'autre de disposer

de milices bien organisées, présentes pratiquement dans toutes les préfectures et communes du pays.

Les préfets, bourgmestres, conseillers, responsables du parti ont été les auteurs de ce minutieux quadrillage.

- L'aide de la Garde présidentielle et des Forces armées rwandaises à la formation technique et organisationnelle de ces milices ainsi que ces derniers mois à leur armement.

- L'assurance technique et en armement fourni à la Garde présidentielle et aux Forces armées rwandaises par certains gouvernants occidentaux et jusqu'à une date peut-être récente par les autorités politiques françaises.

Ce qui explique la vue à la télévision de ces scènes surprenantes. Les assassins de milices applaudissent les convois français et faisant part de leur amitié et de leur reconnaissance vis-à-vis de la France.

- Le comportement de la communauté internationale fait de retraits et d'atermoiements :

- Les survivants de ces massacres doivent savoir que justice sera rendue aux membres de leur famille disparue.

- La reconstitution d'une société civile au Rwanda ne sera possible que si la justice permet que l'on en finisse avec ces "cycles de violence" et que les responsables soient appréhendés.

C'est ce que demande des responsables politiques rwandais tels Alexis Kalyarengwe (FPR) et Fautin Twagiramungu, Premier ministre, désigné pour la période transitoire par les accords d'Arusha.

- En l'absence de l'instauration d'un tel tribunal, il est à craindre qu'une justice expéditive ne se mette en place

qui ne fusse pas le départ entre les instigateurs des massacres et leurs auteurs d'une part et ceux qui ont été obligés de tuer sous peine d'être liquidés à leur tour.

- Dans de nombreuses régions du monde et plus particulièrement en Afrique, le risque d'occurrence de tels massacres existe bel et bien. Il faut que leurs auteurs possibles — certains chefs d'Etat, de partis, officiers — sachent bien que le recours au génocide et au massacre des démocrates peut se révéler dangereux pour leur propre sécurité personnelle.

Il est nécessaire que la communauté internationale envoie un message clair aux criminels potentiels, qu'ils sachent

que partout dans le monde, ils seront poursuivis et jugés à l'instar des acteurs du génocide perpétré au Rwanda.

Toutes ces raisons rendent nécessaire la mobilisation des démocrates pour que soit créé un tel tribunal.

Si là, aussi, nous échouons, il est bien clair que la Communauté internationale qui à d'ores et déjà témoigné de son indifférence vis-à-vis du génocide rwandais, participe — par l'oubli du martyr des innocents — d'un "négationisme au présent" et ainsi que par sa passivité, prépare objectivement le terrain de "coups totalitaires" de génocides à venir. □

Politique africaine de la France : arrêtons le massacre !

Au début des années 60, la France a financé, formé, armé et encadré au Cameroun une armée à base ethnique qui a massacré 300 000 Bamilékés. 30 ans plus tard, elle a financé, formé et armé la Garde présidentielle du général Habyarimana, sorte de SS clanique, relayée par des "escadrons de la mort" (le "Réseau zéro") et des milices de tueurs, qui ont déclenché au Rwanda un génocide probablement sans précédent en Afrique, dans son ampleur et son horreur.

Malgré tous les avertissements des observateurs depuis 4 ans, malgré les premiers massacres, la France a soutenu au Rwanda un régime qui dégénérait progressivement en une espèce de "nazisme africain" (milices racistes, appels aux pogroms sur la radio officielle, élimination physique des démocrates). La cellule franco-africaine de l'Elysée a noué une alliance quasi-familiale avec la "maison" Habyarimana. Elle lui a sauvé la mise à deux reprises, envoyant des soldats français, officiels et clandestins, combattre l'avancée du FPR — une rébellion jugée trop anglophile, et qui surtout échappait à l'influence des "Messieurs Afrique" (ce clan affairiste qui s'est approprié les relations franco-africaines). En 1990, sur un simple coup de téléphone à l'Elysée, la France est entrée en guerre au Rwanda (sans que soit consulté le Parlement). Elle a choisi son camp, puis persisté plusieurs semaines encore après le début du génocide — avec l'accord du gouvernement de cohabitation, ce type de politique obéissant à des logiques transpartisanes.

Le camp des extrémistes hutus s'étant effondré militairement, deux émissaires (dont un ancien ministre) ont été dépêchés auprès du sinistre maréchal Mobutu, pour lui proposer, dit-on, de devenir le grand pacificateur de l'Afrique centrale. Ce roi Ubu, qui ruine consciencieusement le Zaïre depuis plusieurs décennies et l'enfoncé dans l'anarchie, redevient en effet, pour nos géopoliticiens néo-coloniaux et le lobby militaro-africaniste, le meilleur champion du combat francophone contre les "visées anglo-saxonnes" qu'incarnerait le président ougandais Museveni. S'ajoute à ce délire le souci de préserver l'exploitation sans contrôle des minerais et pierres précieuses dont abonde cette région d'Afrique. L'Observatoire géopolitique des drogues évoque des trafics moins avouables encore.

L'abominable exemple rwandais et le retour en grâce de Mobutu ne sont que les cas extrêmes d'une politique franco-africaine qui continue de s'exercer avec les mêmes errements au Togo, au Cameroun, au Gabon, au Congo, au Tchad... Voilà le résultat de 30 ans de dérives politiques sans contrôle démocratique. □